

Dette grecque : une alternative pour commencer à refonder l'Europe (1)

Frédéric Boccara, Yves Dimicoli, Denis Durand, Frédéric Rauch

En refusant l'austérité et de discuter avec la troïka, le nouveau gouvernement grec ouvre la bataille pour une alternative de progrès en Europe.

Yanis Varoufakis, nouveau ministre des Finances, a proposé de décider un moratoire sur le remboursement de la dette lié à une clause de croissance de l'économie grecque : rembourser quand la croissance dépasse 3%. Nous soutenons cette proposition.

En outre, nous proposons que le rachat de titres publics grecs par la BCE ne soit pas conditionné à l'austérité et soit l'occasion de les remplacer par des titres détenus jusqu'à leur échéance par la même BCE. L'État grec ne paierait pas d'intérêts dessus. Cela devrait être généralisé aux dettes de l'ensemble des États de la zone euro.

La seule façon, pour quiconque, de se débarrasser de la dette, c'est de relancer durablement la création de richesses en sécurisant l'emploi et la formation à l'occasion de l'injection de 1 140 milliards d'euros annoncée par M. Draghi. Pour cela, il faut développer les services publics, investir efficacement pour redresser l'industrie et les productions en Europe en réduisant le poids des intérêts perçus par les créanciers (le coût du capital).

Car, au-delà de traiter la dette héritée du passé, il faut surtout financer l'avenir : services publics et investissements efficaces des entreprises.

Pour les services publics, le PCF, le Front de gauche, le PGE et Syriza exigent la création d'un Fonds de développement économique, social, solidaire et environnemental européen financé à 0 % par l'argent de la BCE (le Traité de Lisbonne l'y autorise). Il prendrait les titres des États. Ses interventions seraient démocratiquement décidées et contrôlées. La France devrait proposer tout de suite à quelques pays une « coopération renforcée » en ce sens.

Pour les entreprises, la BCE doit agir autrement sur les banques : leur fournir de l'argent à bas taux, mais seulement pour refinancer les crédits aux investissements qui créent des emplois et développent leur qualité, les richesses réelles (la valeur ajoutée territoriale et non le profit de quelques-uns) et l'environnement. Et refuser de refinancer les crédits pour spéculer et délocaliser.

Grâce à la restructuration de la dette, à une action conjuguée sur la demande et sur l'offre, par une autre orientation des financements, l'économie grecque se redresserait, ses chômeurs commenceraient à retrouver du travail et à produire des richesses. C'est le sens à suivre pour toute la zone euro qui aurait là l'occasion de se libérer des politiques d'austérité. Non seulement la Grèce ne ferait pas défaut, mais les Européens y gagneraient... sauf les financiers qui ont honteusement profité de l'endettement grec.

Le choc sur le reste des détenteurs peut être amorti par le système européen, dans un premier temps, et, si l'argent est correctement utilisé, le redémarrage simultané des économies européennes revigore l'ensemble, en repartant sur des bases saines faisant fondre les dettes.

On parle des Européens ? Mais la puissante Confédération syndicale allemande (DGB) soutient les demandes du nouveau gouvernement grec.

Le PCF a proposé une alliance des pays du Sud, et au-delà (Irlande), pour surmonter les réticences des classes dirigeantes allemandes. Des voix nouvelles s'expriment dans le même sens (Gaël Giraud, Thomas Piketty...).

Même la BCE jette aux orties ses doctrines traditionnelles, mais sans changer la façon dont l'argent qu'elle crée est utilisé, « ciblé » ! Or c'est le cœur du problème.

La bataille qui s'ouvre désormais est celle d'une mobilisation dans toute l'Europe pour que les euros de la BCE soient utilisés pour les peuples et commencer ainsi à refonder démocratiquement l'Europe.

(1) Publié dans *l'Humanité* du 5 février 2015.